

VD_GERICHTE AM23.014105 vom 27. März 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-03-27, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_AM23.014105

FR: VD_GERICHTE AM23.014105 du 27 mars 2024

IT: VD_GERICHTE AM23.014105 del 27 marzo 2024

Erwägungen

E. 4.1

L'art. 34 al. 4 LCR prévoit que le conducteur doit observer une distance suffisante notamment lorsque des véhicules se suivent. Cette disposition est concrétisée à l'art. 12 al. 1 de l'ordonnance sur les règles de la circulation routière (OCR ; RS 741.11), selon lequel, lorsque des véhicules se suivent, le conducteur se tiendra à une distance suffisante du véhicule qui le précède, afin de pouvoir s'arrêter à temps en cas de freinage inattendu. L'irrespect d'une distance suffisante constitue une violation simple (art. 90 al. 1 LCR), le cas échéant grave (art. 90 al. 2 LCR) des règles de la circulation. Ce qu'il faut entendre par « distance suffisante » au sens de l'art. 34 al. 4 LCR dépend des circonstances concrètes, notamment des conditions de la route, de la circulation et de la visibilité, de même que de l'état des véhicules impliqués. Le sens de cette règle de circulation est avant tout de permettre au conducteur, même en cas de freinage inopiné du véhicule qui précède, de s'arrêter derrière lui. La jurisprudence n'a développé aucun principe général en ce qui concerne la distance à partir de laquelle une violation simple des règles de la circulation, au sens de l'art. 90 al. 1 LCR, doit être retenue dans tous les cas, même en présence de conditions favorables. Elle a toutefois admis que la règle des deux secondes ou du « demi-compteur » (correspondant à un intervalle de 1,8 seconde) étaient des standards minima habituellement reconnus (ATF 131 IV 133 consid. 3.1 p. 135 ; ATF 104 IV 192 consid. 2b p. 194). Sur une autoroute, la règle du « 1/6 compteur », respectivement de l'intervalle de 0,6 secondes, peut être utilisée pour déterminer si l'infraction doit être qualifiée de grave (ATF 131 IV 133 consid. 3.2.2 ; TF 6B_894/2020 du 26 - 11 - novembre 2020 consid. 2.1 ; TF 6B_1139/2019 du 3 avril 2020 consid. 2.2).

E. 4.2.1

Peu après son interpellation, le prévenu a signé la déposition suivante : « Ce jour, je suis parti depuis mon domicile à Montherod en direction de Ste-Croix, au volant de ma voiture de tourisme immatriculée [...], marque Ford Flex. Alors que je circulais sur l'autoroute A1 entre l'échangeur d'Ecublens et celui de Villars-Ste-Croix, sur la voie gauche de l'autoroute, à une vitesse que j'estime à moins de 100 km/h en raison du radar, j'ai rattrapé le véhicule qui me précédais (sic). Je suis resté derrière lui à une distance que j'estime à deux lignes blanches clairement peintes sur la chaussée. (...). Peu après l'échangeur d'Ecublens et celui de Villars- Ste-Croix, alors que la limitation de vitesse était rétablie à 120 km/h, j'ai continué ma route sur la voie gauche, derrière le même véhicule et j'ai maintenu cette distance de deux lignes blanches. (...) ». (PV aud. 1, p. 5). Entendu par le Procureur le 21 novembre 2023, le prévenu a répondu notamment comme il suit : « (question) Vous avez déclaré à la gendarmerie que vous avez circulé, à moins de 100 km/h, derrière un véhicule à une distance de deux lignes blanches clairement peintes sur la chaussée. Puis, alors que vous circuliez à une vitesse de 120 km/h derrière ce même

véhicule, vous avez maintenu cette même distance de deux lignes blanches sur une distance que vous n'avez pas pu estimer. Savez-vous combien mesure une ligne blanche ? (réponse) Je crois qu'elle mesure 3 mètres. Vous m'indiquez qu'elle mesure en réalité 6 mètres. (...). Savez-vous à quelle distance vous devez rouler du véhicule vous précédant, si vous circulez à 120 km/h, avec des conditions de circulation optimales, soit de jour, avec une visibilité étendue et route sèche ? Environ 50 mètres. Vous m'indiquez qu'il s'agit en fait de 60 mètres. Les gendarmes ont également pu constater que, arrivé peu après la jonction de Cossonay, alors que vous circuliez à environ 120 km/h, vous avez subitement ralenti, avez commencé à louvoyer sur la voie de gauche avant de vous rabattre sur la voie de droite, derrière un camion, sans enclencher vos indicateurs de direction. Pour quelle raison vous êtes- vous rabattu sur la voie de droite ?

- 12 - Je me suis mis sur la voie de droite afin de répondre à l'appel. Je maintiens que j'ai mis mon indicateur de direction droit. Est-il exact que vous avez manipulé votre téléphone portable alors que vous circuliez sur l'autoroute à une vitesse d'environ 120 km/h ? Quand le téléphone a sonné, j'ai tout d'abord ralenti, j'ai actionné mon clignoteur droit et me suis rabattu sur la voie de droite derrière un camion. (...) » (PV aud. 2, ll. 114-144). Il découle de ces différentes réponses que le prévenu n'a pas contesté avoir circulé à une vitesse allant jusqu'à environ 120 km/h, comme cela figure sur le rapport de police. Qui plus est, entendu à l'audience de première instance, le policier dénonciateur, [...], a notamment relevé ce qui suit : « (...) Nous avons estimé entre 10 et 15 mètres de distance entre les deux véhicules. La distance devrait être de 60 mètres environ. 15 mètres sur 100 km/h est nettement trop proche. (...) Je confirme mes déclarations. Le prévenu a subitement ralenti, il a décéléré, la vitesse a dû passer de 120 à environ 110-115 km/h. Lorsque je dis louvoyer, cela signifie qu'il est resté sur la gauche mais faisait de légers mouvements de gauche à droite, avant qu'il se déplace sur la voie de droite. (...) » (jugement, p. 4-5). Ce faisant, le dénonciateur a confirmé le rapport de police (P. 4/1). Il doit donc être retenu que la vitesse du prévenu lors des faits était comprise entre 100 et 120 km/heure. Il n'existe pas d'indice concret d'erreur de la police. Partant, le doute plaidé par la défense n'est pas un doute raisonnable. L'appelant se borne ainsi à évoquer la possibilité d'une erreur théorique, ce qui n'est pas suffisant au regard de l'art. 10 al. 3 CPP.

E. 4.2.2

Outre la vitesse à laquelle circulait le prévenu, le policier dénonciateur a clairement constaté, lors des faits, l'insuffisance de distance entre le véhicule de l'appelant et celui qui le précédait. Il a estimé que la distance entre les deux véhicules était comprise entre 10 et 15 mètres (jugement, p. 4). Il n'y a aucune raison de remettre en question ce constat, qui a été effectué sur une distance de 1'500 mètres (ibidem). Or, à 100 km/h, un véhicule parcourt 27,7 mètres par seconde, de sorte

- 13 - que la distance avec le véhicule précédent, de 15 mètres selon la version la plus favorable au prévenu, représente un intervalle de 0,54 seconde, ce qui est nettement insuffisant pour pouvoir s'arrêter à temps en cas de freinage inattendu. A lui seul, ce comportement constitue dès lors une mise en danger des autres usagers de la route. A cela s'ajoute une autre circonstance concrète à prendre en considération, à savoir que l'appelant manipulait son téléphone lors des faits, ce qu'il ne conteste pas, et qu'il a légèrement louvoyé avec son véhicule sur la voie de gauche, là également selon le constat clair du policier qu'il n'y a pas non plus lieu de remettre en question (jugement, p. 5). Pour n'avoir pas eu constamment son attention sur le trafic devant lui, l'appelant a aggravé le risque de

collision avec le véhicule qui le précédait et il aurait été dans l'incapacité d'éviter une collision, à la fois en raison d'une distance insuffisante et d'une brève inattention. Dans ces conditions, c'est en vain que l'appelant conteste que son comportement doive être qualifié de violation grave des règles de la circulation routière au sens de l'art. 90 al. 2 LCR.

E. 4.3

La quotité de la peine n'est au surplus pas contestée, pas plus que ne l'est la durée du délai d'épreuve du sursis. On peut à cet égard se référer au jugement attaqué, par adoption de motifs (en p. 16 et 17 ; art. 82 al. 4 CPP). Il en va de même du montant du jour-amende. Enfin, le prévenu succombant à l'action pénale, il doit être tenu aux frais de première instance (art. 426 al. 1, 1re phrase, CPP). L'appel doit dès lors être rejeté.

E. 5

L'émolument d'appel, par 1'280 fr. (art. 21 al. 1 et 2 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; RSV 312.03.1]), sera mis à la charge de l'appelant, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.